



PROJET DE MARCHÉ B25-02122

MAINTENANCE ET FOURNITURE D'EXTINCTEURS, DE DOUCHES
PORTATIVES ET DE RINCE-OEILS POUR LE CEA LE RIPAUT

**Marché classifié T.S
SANS détention d'ISC**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par [nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire],

ci-après dénommé « **CEA** » d'une part,

ET :

La société [à compléter par le soumissionnaire], au capital de [à compléter par le soumissionnaire] euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [à compléter par le soumissionnaire], sous le numéro [à compléter par le soumissionnaire], ayant son siège social [adresse à compléter par le soumissionnaire], et dont l'entité [à compléter par le soumissionnaire] située [à compléter par le soumissionnaire] exécutera les prestations, représentée par [nom du signataire à compléter par le soumissionnaire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire à compléter par le soumissionnaire],

ci-après dénommée « **Le Titulaire** » d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - PHASAGE ET DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 - DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 5 - VARIATION DE PARC.....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
ARTICLE 8 - CORRESPONDANTS	9
ARTICLE 9 - SUIVI DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 10 - LIVRABLES	11
ARTICLE 11 - RECEPTION.....	11
ARTICLE 12 - GARANTIE.....	11
ARTICLE 13 - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	11
ARTICLE 14 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....	13
ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	14
ARTICLE 16 - PENALITES DE RETARD	15
ARTICLE 17 - PERSONNEL DU TITULAIRE	16
ARTICLE 18 - SOUS TRAITANCE.....	16
ARTICLE 19 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....	17
ARTICLE 20 - PROTECTION DU SECRET	17

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire qui accepte, l'exécution des prestations de **maintenance et de fourniture d'extincteurs, de douches portatives et de rince-œils pour l'ensemble des bâtiments du CEA Le Ripault**.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le plan contractuel de sécurité référence CEA/LR/DSAT/STL DR 132 signé par les Parties dans sa version applicable,
- Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante :
 - Le cahier des charges référence DR 131 datant du 25/03/2025 (ci-après dénommé le Cahier des Charges), ses annexes et ses documents applicables,
- L'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- L'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A du 21/12/2009 fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, complétée par la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A,
- Le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT Q16 01 083 A,
- Le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, référence SYM D000Y YLR DIR Q19 01 000,
- les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) de janvier 2021 (téléchargeable sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- À titre supplétif, la proposition du Titulaire, référencée [à compléter par le soumissionnaire] en date du [à compléter par le soumissionnaire].

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - PHASAGE ET DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour la période du 09/03/2026 au 08/07/2031 au plus tard. Il se décompose comme suit :

- Une **phase de prise en charge (ferme)** d'une durée de 4 mois du 09/03/2026 au 08/07/2026 ;
- Une **phase de réversibilité entrante (optionnelle)** d'une durée de 1 mois du 09/06/2026 au 08/07/2026 ;
- Une **phase opérationnelle (ferme)** d'une durée de 36 mois du 09/07/2026 au 08/07/2029 ;
- Une **phase opérationnelle (optionnelle)** d'une durée de 24 mois du 09/07/2029 au 08/07/2031 ;
- Une **phase de réversibilité sortante (optionnelle)** d'une durée de 1 mois à compter du mois précédant la date de fin du marché.

Tranche optionnelle

Le cas échéant, la phase de réversibilité entrante peut être levée à la notification du Marché.

6 mois avant la fin de la phase opérationnelle ferme, le CEA avertit le Titulaire par lettre avec accusé de réception de sa décision d'affermir ou non la phase opérationnelle optionnelle.

La phase réversibilité sortante doit être levée dans un délai de 3 mois avant le terme de la phase opérationnelle en cours. Le coût de la phase de fin de marché optionnelle s'ajoute au montant de la mensualité versée au Titulaire au titre de la phase opérationnelle effective.

L'absence de levée d'option ou d'affermissement de tranche n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 4 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Liste du matériel concerné

La liste du parc à maintenir est jointe en annexe 1 du Marché. Cette annexe est établie à la date de la notification du Marché. Les nouveaux matériels peuvent être intégrés dans le respect des clauses figurant à l'article « variation de parc ».

Les Prestations forfaitaires

4.1.1 - Phase de prise en charge

Pendant la durée de 4 mois, le Titulaire s'assurera que tous les moyens sont mis en œuvre pour permettre le démarrage de la phase opérationnelle à la date prévue et dans les conditions optimales.

Pendant la période de prise en charge, le Titulaire n'aura pas la responsabilité de l'atteinte des résultats. La responsabilité de la réalisation et du déroulement des prestations incombera au prestataire sortant.

4.1.2 - Phase de réversibilité entrante (en cas de levée)

Pendant une durée de 1 mois, le Titulaire effectuera une prestation de réversibilité entrante consistant à prendre connaissance des prestations à exécuter, conformément aux dispositions du Cahier des Charges.

Pendant la période de réversibilité entrante, le Titulaire n'aura pas la responsabilité de l'atteinte des résultats. La responsabilité de la réalisation et du déroulement des prestations incombera au prestataire sortant.

4.1.3 - Phases opérationnelles (ferme et optionnelle, en cas de levée)

Ces phases correspondent à l'exécution complète par le Titulaire des prestations qui lui sont confiées.

Elles comprennent notamment :

- La maintenance préventive et vérification systématique des extincteurs, des douches portatives et des rince-œils ;
- La fourniture et pose d'extincteurs neufs, de douches portatives et de rince-œils ;
- La constitution et mise à jour de documents de reporting et d'information ;
- Les prestations complémentaires: déplacement, pose, remise en état d'extincteurs, de douches portatives et de rince-œil dans la limite de 100 appareils par an;
- La vérification des couvertures anti-feu.

4.1.4 - Phase de réversibilité sortante (en cas de levée)

Au cours du dernier mois d'exécution du Marché fixé à l'article « Durée » ci-après, éventuellement prolongé au titre des options de prolongation, le Titulaire pourra être amené à effectuer une prestation de réversibilité consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises à un éventuel nouveau prestataire entrant.

Dans le cadre du Marché, on entend par « réversibilité », l'obligation pour le Titulaire sortant de fournir au CEA, ou à tout tiers désigné par ce dernier, une assistance technique pour permettre au prestataire entrant ou au CEA de prendre connaissance de l'ensemble des conditions de réalisation des prestations dues au titre du Marché, de l'ensemble de la documentation associée et de s'initier aux méthodes et aux outils utilisés.

Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire sortant au titre du Marché seront effectuées, dans le respect du Cahier des Charges et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Préalablement au démarrage de l'option de réversibilité, au moins 30 jours avant, le Titulaire sortant soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité. Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité.

Les Prestations sur bordereaux de prix unitaires

Au-delà des Prestations forfaitaires, le CEA peut demander l'exécution de Prestations rémunérées sur la base des BPU définis à l'article « Montant » du Marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu un ordre de service du CEA faisant référence au présent Marché.

Les Prestations sur BPU sont détaillées en annexe 1 et comprennent notamment :

- Le remplacement d'extincteurs,
- La maintenance corrective,
- L'installation et le déplacement d'un appareil (au-delà de la limite prévue au forfait)

ARTICLE 5 - VARIATION DE PARC

Evolution de l'inventaire inférieure ou égale à 10 % à la hausse ou à la baisse

Si les modifications susceptibles d'être apportées à la liste des matériels (annexe 1) en cours de Marché, du fait de l'acquisition ou de la suppression de matériel, consistent en une augmentation ou une diminution du montant des prestations forfaitaires du Marché inférieure ou égale à 10% ; celles-ci ne font pas l'objet d'une demande de modification du Marché et sont intégrés de fait dans le présent Marché.

Evolution de l'inventaire strictement supérieure à 10 % à la hausse ou à la baisse

Si les modifications susceptibles d'être apportées à la liste des matériels (annexe 1) en cours de Marché du fait de l'acquisition ou de la suppression de matériel consistent en une augmentation ou une diminution du montant des prestations forfaitaires du Marché strictement supérieure à 10% à la hausse comme à la baisse ; celles-ci font l'objet d'une demande de modification du Marché et le cas échéant d'un avenant signé par les Parties.

Dispositions financières relatives à la variation de parc

La variation de parc ne peut intervenir qu'à la date d'anniversaire du Marché. Dans ces conditions, le montant de la redevance de l'année en cours sera inchangé ; seules les années suivantes seront révisées.

Le Titulaire doit fournir à chaque date d'anniversaire du Marché, une liste mise à jour de l'ensemble du parc maintenu avec les coûts associés.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Mesures relatives à la maintenance des matériels

Le Titulaire doit posséder les qualifications et les autorisations nécessaires relatives à la maintenance des matériels concernés. Les moyens et équipements utilisés pour l'entretien doivent être conformes à la législation en vigueur. Il doit détenir les agréments obligatoires nécessaires à l'exercice de ses

fonctions. Dans ces conditions, le Titulaire doit fournir au CEA Le Ripault, l'ensemble des documents (qualifications, autorisations, agréments) attestant de sa capacité à réaliser la Prestation.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs ainsi que de son personnel. Il garantit expressément le CEA de tout recours de ce fait.

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux où il doit intervenir ; pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations.

Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis à sa disposition dans le cadre du Marché.

Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition de moyens par le CEA sont définies à l'article 19 des CGA.

Evolution technologique

En cas de commercialisation de nouveaux produits nécessaires à l'exécution des prestations sur BPU et/ou devis préalables forfaitaires, objets du présent Marché, le Titulaire doit en informer le CEA. Les nouvelles références intéressant le CEA sont intégrées au Marché au tarif public auquel sera appliquée la remise contractuelle. Ces produits sont strictement conformes à l'objet du Marché.

En cas d'évolution technologique de ses produits durant la période d'exécution du Marché et dans la mesure où ces derniers sont compatibles, le Titulaire accepte de fournir ces produits en appliquant la remise accordée à un produit équivalent convenue au présent Marché.

En cas d'arrêt de fabrication de ses produits durant la période d'exécution du Marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancées et dans la mesure où ces derniers sont compatibles, le Titulaire accepte de fournir ces derniers aux prix des produits substitués convenus au présent Marché.

Toute modification ou substitution est soumise à l'accord préalable express du CEA.

Lieu d'exécution

Les prestations sont effectuées dans les locaux du CEA conformément au Cahier des charges.

Horaire d'ouverture et jours d'accès

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, **de 7h00 à 19h42**.

Pour **les salariés des entreprises extérieures**, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, sans autorisation particulière, **de 7h30 à 18h30**.

Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

L'adhésion à ce collège est obligatoire.**Sensibilisation aux risques**

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - bâtiment 402-T.02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES**Obligations du Titulaire***7.1.1 - Obligation de résultat*

La prestation, objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent Marché et respecter cette obligation de résultat.

De manière générale, le Titulaire garantit :

- La sécurité des biens et des personnes, ainsi que la sécurité des matériels,
- La continuité de fonctionnement, la fiabilité des matériels par la mise en œuvre d'un programme de maintenance préventive,
- Les délais d'intervention et de réparation,
- Le maintien des matériels en conformité avec la réglementation en vigueur.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et s'engage à réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

7.1.2 - Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du Marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer

les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

Obligation du CEA

Le CEA mettra à disposition du Titulaire les documents, informations et interlocuteurs techniques nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de ce dernier.

ARTICLE 8 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du CEA sont :

Au plan technique :

M DAUNAS Thierry
☎ 02.47.34.41.81
E-Mail thierry.daunas@cea.fr

Au plan commercial et financier :

Mme GOUMY Alice
☎ 02.47.34.45.68
E-mail alice.goumy@cea.fr

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du Titulaire sont :

Au plan technique :

M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

Au plan commercial et financier :

M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

ARTICLE 9 - SUIVI DES PRESTATIONS

Généralités

Le Titulaire du Marché reste seul responsable vis-à-vis du CEA Le Ripault.

Les deux Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des deux Parties.

Suivi annuel

Par ailleurs, un suivi annuel des Prestations sera effectué chaque année à la date anniversaire du présent Marché, auquel participent le chargé d'affaires du Titulaire présent sur le site et les responsables techniques et commerciaux du CEA. Un bilan des interventions est établi par le Titulaire. Des préconisations et des actions de progrès peuvent être proposées par les deux Parties.

Au cours de cette réunion et sans déroger à la liste non exhaustive des thèmes mentionnés au Cahier des charges qui peuvent être évoqués, les résultats atteints par le Titulaire pendant la période écoulée sont systématiquement analysés.

Cette réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire dans un délai maximum de quinze jours et validé par le CEA avant d'être diffusé à l'ensemble des correspondants du CEA.

Rapport d'intervention

Chaque intervention du Titulaire (entretien préventif, dépannages sur le site du CEA) donne lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la Prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui sont à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement correct du matériel.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires sont signés par le Titulaire et par le CEA. Ils doivent être remis au CEA au plus tard 10 jours ouvrés après l'intervention.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des Prestations à sa charge dans le cadre du présent Marché. Toute prestation reconnue défectueuse est reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

Accident du travail

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses salariés ou d'un des salariés de ses sous-traitants autorisés pour le présent Marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement du CEA/LR dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/LR :

- Les circonstances de l'accident,
- L'analyse faite de cet accident,
- Les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 10 - LIVRABLES

Dans le cadre du présent Marché, le Titulaire s'engage à remettre au CEA a minima les livrables mentionnés à l'article 4.6 du cahier des charges.

ARTICLE 11 - RECEPTION**Phases de prise en charge et de réversibilité (en cas de levée)**

La réception de chaque phase est prononcée à terme échu, après acceptation par le CEA de l'ensemble des livrables documentaires établis en exécution du Marché.

Phases opérationnelles (ferme et optionnelle, en cas de levée)

La réception est prononcée à terme échu, après acceptation par le CEA du rapport semestriel d'activité et des livrables documentaires établis sur le semestre concerné.

Prestations sur Bordereau de Prix Unitaire

La réception est prononcée après acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

ARTICLE 12 - GARANTIE

Chaque intervention sur un matériel fera l'objet d'une garantie (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de 12 mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels le matériel n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Les montants des prestations forfaitaires et des prestations sur bordereaux de prix unitaires du présent Marché comprennent les frais liés à la main d'œuvre, au transport ainsi qu'au déplacement.

Montant total du Marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **[sera complété par le CEA lors de l'attribution] € HT ([sera complété par le CEA lors de l'attribution] EUROS HORS TAXES)**.

Il se décompose comme suit :

13.1.1 - Prestations forfaitaires

DESIGNATION	MONTANT TOTAL (€HT)
TRANCHE FERME	
Phase de prise en charge (4 mois)	
Phase opérationnelle (36 mois)	
Montant total tranche ferme (en €HT)	

TRANCHE OPTIONNELLE	
Option 1 : Phase de réversibilité entrante (1 mois)	
Option 2 : Phase opérationnelle (24 mois)	
Option 3 : Phase de réversibilité sortante (1 mois)	
Montant plafond tranche optionnelle (en €HT)	
Montant total prestations forfaitaires (€HT)	

13.1.2 - Prestations sur bordereau de prix unitaire

Les prestations sur bordereau de prix sont plafonnées à la somme de **[sera complété par le CEA lors de l'attribution] € HT ([sera complété par le CEA lors de l'attribution] EUROS HORS TAXES)**.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires mentionnés en annexe 1.2.

13.1.3 - Montants plafonds

Les montants plafonds mentionnés ci-dessus ne sauraient engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des montants indiqués ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (ordre de service ou fiche de modification sur devis préalable) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Régime fiscal

Le présent Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

Révision des prix

Les prix des prestations forfaitaires, des BPU, sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de réception des offres. Ils s'entendent fermes, forfaitaires et non révisables pour la première année contractuelle. Ils pourront être révisés annuellement à la date anniversaire du Marché, jusqu'au terme de celui-ci.

Au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du Marché, le Titulaire transmet par écrit au CEA une demande de révision des prix avec une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,70 \times \text{ICTrev-TS(IME)} / \text{ICTrev-TS(IME)}_0 + 0,15 \times \text{MIG NCAG} / \text{MIG NCAG}_0)$$

Dans lesquelles :

P_0 : Prix du marché,

P : Prix révisé,

P_0 : Prix d'origine – mois de remise des offres,

ICTrev-TS(IME)_0 : Valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail tous salariés charges salariales comprises pour les Industries dans le secteur – Industrie Mécanique et Electrique,

connue à la date de remise de l'offre ou lors de la dernière révision ou valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été demandée. **Référence INSEE = 001565183,**

ICTrev-TS(IME) : Dernière valeur officielle connue de ce même indice au moment de la demande du Titulaire,

MIG NCAG₀ : Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - biens intermédiaires et biens d'investissement, connue à la date de remise de l'offre ou lors de la dernière révision ou valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été demandée. **Référence INSEE = 010764053,**

MIG NCAG : Dernière valeur officielle connue de ce même indice au moment de la demande du Titulaire.

Après vérification du coefficient calculé, le CEA acceptera ou non ce dernier par écrit. La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire

En cas de retard du fait du Titulaire, toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus pourra être rejetée par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Les parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent Marché, les indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue au Marché, les nouveaux indices s'appliqueront de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le jeu de l'application de la formule de révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3% l'an par rapport au prix initial, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique et de son poids réel sur le coût des Prestations. Si les Parties ne trouvent pas d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du Marché.

ARTICLE 14 - ECHEANCIER DE FACTURATION

Les facturations relatives à l'exécution du présent Marché sont établies de la façon suivante et conformément à l'annexe financière.

Prestations forfaitaires

14.1.1 - Phase de prise en charge

Les prestations associées à la phase de prise en charge sont facturées à terme échu, à la réception prononcée par le CEA des Prestations et livrables associés.

14.1.2 - Phase de réversibilité entrante (en cas de levée)

Les prestations associées à la phase de réversibilité entrante sont facturées à terme échu, à la réception prononcée par le CEA des Prestations et livrables associés.

14.1.3 - Phases opérationnelles (ferme et optionnelle, en cas de levée)

Les prestations associées aux phases opérationnelles sont facturées semestriellement, à terme échu, à la réception prononcée par le CEA des Prestations et des livrables associés.

14.1.4 - Phase de réversibilité sortante (en cas de levée)

Les prestations associées à la phase de réversibilité sortante sont facturées à terme échu, à la réception prononcée par le CEA des Prestations et livrables associés.

Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereaux de prix seront facturées toutes taxes incluses, mensuellement, par le Titulaire aux conditions économiques du mois de [sera complété par le CEA lors de l'attribution] (mois de remise de l'offre) après réception par le CEA des prestations correspondantes. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent Marché.

ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

Les factures dématérialisées doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET du CEA : **77568501900587**,
- Le code service : **CER-D** (Le Ripault),
- La référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir [sera complété par le CEA lors de l'attribution],
- L'intitulé du Marché,
- La date d'émission de la facture,
- Le libellé de l'échéance facturée,
- Le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- Le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- Le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures. A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclé ».

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

ARTICLE 16 - PENALITES DE RETARD

Les pénalités définies ci-après sont cumulables.

Les pénalités ne sont pas libératoires de la responsabilité du Titulaire.

En aucun cas l'application d'une pénalité dispense le Titulaire de procéder à l'action correspondante dans les plus brefs délais.

En complément des dispositions prévues dans les Conditions Générales d'Achat chaque fois que le CEA constate une inexécution totale ou partielle, ou une mauvaise exécution de l'une des prestations effectuées par le Titulaire, des pénalités peuvent lui être appliquées dans les conditions ci-après :

PÉNALTÉS	MONTANT
Retards documentaires	
PAQP (cf. § 4.2.5 du Cahier des Charges)	1000€ / mois de retard
Procédures - modes opératoires – gammes de maintenance	1000€ / mois de retard
Etat mensuel des interventions	500€ / mois de retard
Rapports d'activité (semestriel et annuel)	500€ / mois de retard
Compte-rendu de réunion	50€ / jour de retard
Ecart documentaires	
Non remise d'un PV d'intervention	50€ / constat
Non remise d'un PV de réforme	150€ / constat
Retards d'intervention	
Non-respect des délais de 48h de réparation	1 500 € / jour de retard
Non-Respect des gammes de maintenance	50€ / jour de retard / matériel

ARTICLE 17 - PERSONNEL DU TITULAIRE

Dispositions générales

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

Agrément

Le Titulaire s'engage à communiquer au CEA, 10 jours ouvrés après la notification du Marché, la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations.

Ce personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent Marché.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

ARTICLE 18 - SOUS TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du Marché ne peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du Marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent Marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire complété, daté et signé. Le formulaire est disponible sur demande auprès de l'interlocuteur commercial du Marché.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 19 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Selon les dispositions des articles 36 à 39 des CGA.

ARTICLE 20 - PROTECTION DU SECRET

Le Marché est un marché classifié de niveau Très Secret (TS) au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire.

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- Des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- Du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- De l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- De l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- De l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les

périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

4. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

5. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.
6. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

7. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT/jour de retard.

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

Fait à MONTS, en double exemplaire

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le



ANNEXE 1 – ANNEXE FINANCIERE

1.1 Liste des matériels :

DESIGNATION	PRIX UNITAIRES € HT
Remplacement des extincteurs	
Extincteur Poudre 100 kg	
Extincteur poudre 50 kg	
Extincteur poudre 25 kg	
Extincteur poudre 9 kg	
Extincteur poudre 6 kg	
Extincteur poudre 2 kg	
Extincteur eau 45 L sans fluor	
Extincteur eau 9 L sans fluor	
Extincteur eau 6L sans fluor	
Extincteur CO ² 50 kg	
Extincteur CO ² 10 kg	
Extincteur CO ² 5 kg	
Extincteur CO ² 2 kg	
Réservoir CO ² 50 kg	
Couverture anti-feu	
Coffret extérieur pour couverture anti-feu (intégrant pose et signalétique)	
Lot de 5 recharges de bouteilles CO2 pour extinction de presse	
Bac à sable	
Extincteur amagnétique CO2 2 kg	
Extincteur amagnétique CO2 5 kg	

Extincteur feu de métaux microfeu P9	
Extincteur automatique à eau DFC9 CROCADE	
Maintenance corrective	
Remplacement recharge CO2 50 kg	
Sablage / remise en peinture	
Plaque signalétique	
Fixation murale	
Accessoires de fixation	
Joints de tête	
Scellés de garantie	
Pièces détachées extincteurs	
Cartouches pyrotechniques extinction automatique	
Réservoirs/recharges de liquides pour extinction automatique	
Batteries d'alimentation pour extinction automatique	
Étiquettes de contrôle	
Sparklets de moins de 0,5kg	
Sparklets de 0,5kg	
Bouteille de chasse de 2 kg	
Bouteille de chasse de 4 kg	
Bouteille de chasse de 6 kg	
Bouteille de chasse de 15 kg	
Housse rouge extincteur CO ² 20 kg	
Housse rouge extincteur eau 45 kg	
Housse rouge extincteur poudre 50 kg	
Douche portatives	
Rinces oeils	
Recharges pour rince oeils	

Installation et déplacement d'un appareil	
Installation et déplacement d'un appareil, au-delà de 100 fois / an	
Expertise dans le cadre de l'implantation des extincteurs, des douches portatives, des rince-œils lors de la mise en service ou d'une modification d'une installation	

1.2 Prestations forfaitaires attendues au titre de la phase opérationnelle :

Désignation	FREQUENCE
Maintenance préventive	
Entretien annuel	1 fois / an
Entretien approfondi	1 fois / 5 ans
Extinction automatique	1 fois / an
Prestations complémentaires	
Installation ou déplacement des appareils	100 fois / an
Déconnexion et reconnexion du système	2 fois /an



ANNEXE 2 – Procès-Verbal de réception

PROCES VERBAL DE RECEPTION

MARCHE N° : 4600[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

DEMANDE D'ACHAT N° :1680[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

FOURNISSEUR : [sera complété par le CEA lors de l'attribution]

OBJET :

Je soussigné, [sera complété par le CEA lors de l'attribution], pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la Marché sus-désigné en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.

☐ Est prononcée :

☐ Avec réserve(s) :

- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. ⁽¹⁾

- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). ⁽¹⁾

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception] à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception], le [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception]

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

⁽¹⁾ (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à :

Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de contrat